

ANNUAIRE FRANÇAIS  
DE  
RELATIONS  
INTERNATIONALES

2014

*Volume XV*

**PUBLICATION COURONNÉE PAR  
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

*(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)*



Université Panthéon-Assas  
Centre Thucydide

# LA RUSSIE ET LES REDÉFINITIONS DU MONDE ARABO-MUSULMAN

PERCEPTIONS, INTÉRÊTS ET RISQUES

PAR

ISABELLE FACON (\*)

Au cours des dernières années, la Russie s'est fréquemment illustrée dans le jeu international comme puissance du *statu quo*. Consciente des limites de sa capacité à peser de manière notable sur la prise de décisions internationale, elle se montre souvent inquiète, voire sur la défensive, lorsque des événements viennent modifier une donne régionale, mettant ainsi potentiellement en cause ses intérêts. C'est sur ce mode que Moscou a appréhendé les « Printemps arabes », qui sont intervenus alors qu'elle s'appliquait, depuis quelques années, à faire son retour au Proche- et Moyen-Orient, sans réalisations spectaculaires. Ces événements, porteurs d'incertitude et d'instabilité, furent accueillis par le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, avec une certaine froideur : « *plus le Moyen-Orient devient instable, plus est grand le risque de voir des gens avec des desseins malveillants nous causer du tort* » (1). A dire vrai, la Russie n'a pas été le seul Etat au monde à marquer de la perplexité quant au bouleversement de la scène proche et moyen-orientale – ses réactions sur la Tunisie, l'Égypte, Bahreïn et le Yémen n'étant pas fondamentalement différentes de celles des pays occidentaux. De même, la Russie n'était pas la seule à s'accommoder de régimes autoritaires dont elle connaissait ou pensait connaître les mobiles et les ressorts et qui étaient censés être les garants de la canalisation de la montée d'un Islam militant dans la région.

Perturbée par des évolutions dont elle peinait à mesurer les possibles implications, les anticipant généralement négatives (2), Moscou s'est montrée initialement plutôt passive. Assez silencieuse, voire évasive, sur les événements en Tunisie, en Égypte, au Yémen ou à Bahreïn, la diplomatie russe, dont le degré d'engagement a été proportionnel à l'ampleur des intérêts économiques et stratégiques à protéger, se fit plus visible et vocale sur la Libye et la Syrie.

(\*) Chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS, France) et maître de conférences à l'École polytechnique (France).

(1) « Arab power crisis will echo in Russia – Lavrov », Interfax, 2 mars 2011.

(2) Sergueï Lavrov estima qu'« [i]l importe même peu de savoir qui arrivera au pouvoir dans ces pays, même s'il ne s'agit pas d'islamistes radicaux, la situation sera tout de même déstabilisée [et] les gens qui veulent poursuivre leur cause nuisible verront leurs activités facilitées », *ibid.*

La crise syrienne, dans laquelle Moscou a apporté un soutien appuyé à Bachar al Assad, est même devenue le symbole de la réaffirmation de la Russie sur la scène internationale. Sur ces deux dossiers, Moscou défendait en effet bien plus que ses seuls intérêts et positions au Moyen-Orient, d'ailleurs restés modestes : son idée de l'ordre international et sa stabilité intérieure, en relation avec les troubles dans le Caucase.

#### PEU A PERDRE ?

#### L'INFLUENCE MODÉRÉE DES PRINTEMPS ARABES SUR LA « RÉSURGENCE » RUSSE AU MOYEN-ORIENT

Vu de Moscou, un des principaux inconvénients des Printemps arabes est qu'ils se sont noués alors que la Russie en était encore à poursuivre son retour dans la région, engagé à partir du milieu de la décennie 2000. Cette démarche avait pris différentes formes : dynamisation de liens anciens, développement des relations avec des pays traditionnellement assez étrangers à la diplomatie russe (Arabie saoudite et autres monarchies du Golfe...), annulation de dettes pour faciliter la réalisation de nouveaux liens économiques... L'obtention par la Russie d'un statut d'observateur au sein de l'Organisation de la coopération islamique, en 2005, avait été l'un des symboles de la volonté de Moscou de peser davantage dans la région, au même titre que son positionnement sur le dossier nucléaire iranien ou encore le soutien politique apporté au Hamas suite à son succès électoral de 2006.

Cet effort du Kremlin pour reprendre pied dans une région marginalisée dans la diplomatie de la Russie d'Eltsine, privée de moyens et de vision stratégique (3), accompagne la détermination de Vladimir Poutine à remettre son pays sur le devant de la scène mondiale, à l'imposer en acteur de poids au-delà du jeu régional eurasiatique. Cela suppose, entre autres, de le rendre présent au Proche- et Moyen-Orient, nœud stratégique dans les équilibres politiques internationaux. C'est d'autant plus le cas que Moscou voit dans son « retour » au Moyen-Orient une carte à jouer supplémentaire dans sa relation compliquée avec l'Occident, en premier lieu les États-Unis, lesquels, au cours des deux décennies précédentes, n'avaient guère caché qu'ils s'accommodaient bien de l'absence de la Russie dans la région. D'ailleurs, une des motivations de Vladimir Poutine dans ses tentatives de reprendre l'initiative au Proche- et Moyen-Orient est l'espoir de profiter de la détérioration de l'image de Washington, qu'il suppose écornée par la guerre en Iraq et ses suites.

A cet égard, *a fortiori* parce que l'intervention militaire américaine en Iraq lui a fait perdre un de ses alliés régionaux majeurs, la Libye et la Syrie faisaient figure de points d'appui centraux dans la stratégie russe, dans ses volets diplomatique et économique. Cela peut expliquer partiellement que Moscou

(3) D'ailleurs, le repli de Moscou dans la région avait commencé à se dessiner dès les années 1970, avec une accélération au moment de la *perestroïka* (cf. Aleksey MALASHENKO, « Russia and the Arab Spring », Carnegie Moscow Center, oct. 2013, p. 5).

se soit manifestée de manière beaucoup plus vigoureuse et articulée face aux événements dans ces deux Etats – une démarche renforcée évidemment par l’engagement plus actif des Occidentaux sur ces deux crises. La Syrie, en particulier, est demeurée le partenaire-clef de Moscou dans la région, en dépit de son effort pour diversifier ses points d’appui au Moyen-Orient. De fait, l’accès privilégié de Moscou à Damas a toujours été conçu et présenté par le Kremlin comme un atout dans le ballet diplomatique destiné à régler les tensions dans cette région compte tenu de l’importance de Damas dans les arbitrages et les enjeux qui s’y jouent. De ce point de vue, le maintien d’une présence militaire russe en Syrie (point d’appui logistique de Tartous) incarne la place particulière de ce pays dans la politique régionale russe (4). Pour la Russie, perdre cet accès à la suite d’un changement de régime à Damas équivaldrait à une diminution objective de son importance régionale, déjà très relative.

L’ambition russe de revenir au Moyen-Orient, liée à des considérations de prestige international, s’accompagnait également d’intentions économiques, qui n’ont en fait pas eu le temps de se matérialiser de manière significative avant les Printemps arabes (5). Un chercheur du Centre des études arabes et islamiques de l’Institut d’études orientales de l’Académie des sciences russe rappelle : « [b]ien que le niveau des relations commerciales et économiques entre la Russie et les pays arabes soit peu élevé (en 2011, le volume des échanges commerciaux se situait à 14 milliards de \$), la région est importante du point de vue de la diversification des relations économiques et de l’influence des événements au Proche-Orient sur la conjoncture du marché mondial des hydrocarbures » (6), toujours prédominants dans les revenus à l’exportation de la Fédération de Russie. Le gouvernement russe considère en effet que le développement de ses positions au Moyen-Orient ne peut que constituer un utile point d’appui dans le déploiement de la diplomatie de l’énergie qu’il tente d’articuler depuis le milieu des années 2000. L’affichage d’un resserrement de liens avec d’autres pays producteurs (qu’il s’agisse de l’Algérie, de la Libye, du Qatar, de l’Iran ou de l’Arabie saoudite) prend toute sa part dans cette stratégie. Que ce resserrement ait un impact ou non sur le marché de l’énergie importe en définitive peu, puisque le simple effet d’image de la possibilité d’une alliance avec ces pays peut suffire à exercer une pression sur les pays consommateurs, ce qui est au cœur de la stratégie russe.

Cela étant, au-delà de cet affichage, les liens entre la Russie et les producteurs d’énergie de la région balancent toujours entre concurrence et perspectives de coopération, ces dernières demeurant, en conséquence, modestes. En témoigne la portée limitée de la promotion par la Russie d’un « club » des pays

(4) Cf. Igor DELANOË, « Le partenariat stratégique russo-syrien : la clef du dispositif naval russe en Méditerranée », *Notes de la FRS*, n°6/2013, 14 fév. 2013.

(5) Muharrem ERENLER, « Russia’s Arab Spring policy », *Bilge Strateji*, vol. IV, n°6, print. 2012, p. 173. Ces intérêts sont principalement liés aux grandes compagnies proches du Kremlin, le secteur privé russe ne marquant pas un grand intérêt pour le marché proche et moyen-oriental, jugé trop aléatoire et assez captif.

(6) Aleksandr DEMTCHENKO, « ‘Arabskaïa vesna’ i politika Rossii v bližnevostotchnom regione » [Le ‘printemps arabe’ et la politique de la Russie dans la région proche-orientale], *Perspektivy*, 15 sept. 2012.

exportateurs de gaz. Les Printemps arabes n'ont influencé la donne du point de vue des intérêts énergétiques russes qu'indirectement, puisque, au moins jusqu'à l'été 2012, ces événements ont contribué à stabiliser à un niveau élevé le prix des hydrocarbures (7). On peut noter ici que certains experts russes supposent que le soutien à Bachar al Assad peut s'expliquer par le souci de Moscou de cultiver l'instabilité en Syrie afin d'empêcher le Qatar et l'Iran de déployer leurs projets de *pipelines* passant par ce pays, laissant à la Russie le loisir de faire avancer ses propres projets, notamment le South Stream (8).

L'engagement des Russes dans la région depuis plusieurs années s'explique aussi par le dynamisme des exportateurs d'armement russes et l'influence relative de certains d'entre eux sur le pouvoir politique sous Poutine. En effet, les achats des clients asiatiques (Chine, Inde), qui avaient fait les beaux jours de l'industrie d'armement russe dans les années 1990, ont commencé à fléchir au milieu des années 2000, conduisant la Russie à étudier plus activement toutes les possibilités de trouver des marchés complémentaires. A cet égard, également, le Proche- et le Moyen-Orient faisaient figure d'orientation incontournable. C'était d'ailleurs en partie pour faciliter l'obtention de contrats d'armement que la Russie avait annulé en 2008 la dette libyenne (4,5 milliards de dollars) et accordé en 2005 un rabais de 73% sur la dette totale de la Syrie, en échange de quoi cette dernière s'engageait à acquérir des armements auprès de l'industrie russe. Vu de Moscou, les liens dans le domaine de l'armement présentent en outre l'avantage de laisser espérer l'établissement de relations politiques plus denses à terme, ce qui recoupe ses ambitions politiques régionales. Cette quête russe a d'ailleurs pris une dimension tous azimuts – les industriels russes s'adressant aussi bien à l'Algérie (deuxième importateur régional après la Syrie) et à la Libye qu'à l'Égypte et aux monarchies du Golfe.

Cependant, il convient de relativiser cet aspect dans l'analyse des motivations du positionnement russe sur les Printemps arabes compte tenu des fortunes très diverses rencontrées par les industriels russes de l'armement, avec un succès pour le moins limité sur les marchés traditionnellement dominés par les industriels occidentaux. La perte des contrats d'armement libyens (estimés à près de 4 milliards de dollars), suite aux bouleversements politiques à Tripoli (9), a pu contribuer à l'engagement de Moscou au profit de Bachar al Assad. Après la perte des contrats libyens, la Syrie apparaît comme l'un des

(7) « 'Arabskaïa vesna' : posledstviia dlia Rossii i mir » ['Printemps arabe' : conséquences pour la Russie et le monde], Rapport d'experts, Institut russe d'études stratégiques (RISI), janv. 2013, disponible sur le site Internet [moskvam.ru/publications/read/?publication=828](http://moskvam.ru/publications/read/?publication=828).

(8) A. MALASHENKO, *op. cit.*, p. 12. Sur les investissements énergétiques russes en Syrie, cf. I. DELANOË, *op. cit.*, p. 6.

(9) La Russie aura tout de même bloqué plusieurs résolutions sur la Libye au Conseil de sécurité avant d'adhérer à l'embargo sur les ventes d'armes et de s'abstenir sur la résolution 1 973 (cf. *infra*). La lenteur de Moscou à reconnaître les nouvelles autorités libyennes a contribué à la mise en cause de la réalisation des contrats décidés avec M. Kadhafi, même s'il semble qu'on espère, en Russie, qu'une partie des projets seront tout de même avalisés par Tripoli.

rare marchés encore relativement ouverts dans la région (10). Plus fondamentalement, en poursuivant la réalisation de plusieurs des contrats d'armement signés précédemment avec Damas en dépit de la crise et des critiques occidentales, le gouvernement russe entendait affirmer le sérieux de son engagement en tant qu'exportateur d'armement en manifestant une capacité de résistance aux pressions internationales sur ces enjeux (11).

D'une manière générale, les Printemps arabes sont intervenus alors que la Russie ne faisait qu'engager son retour dans la région, en conséquence de quoi elle avait relativement peu à y perdre. Il ne semble d'ailleurs pas que le gouvernement ou les milieux d'affaires russes considèrent la région comme économiquement plus attractive suite aux Printemps arabes, ne serait-ce que parce qu'ils anticipent de nouvelles vagues de troubles ou des répliques des révolutions dans les prochaines années. Dans la plupart des pays concernés, la maigreur des intérêts politiques ou économiques réalisés par la Russie, conjuguée à son souci de conserver une marge de manœuvre en fonction de l'issue des révolutions, a dicté à Moscou une grande prudence – même si elle n'a par ailleurs pas fait mystère, initialement, de sa préférence pour le maintien des équipes dirigeantes d'origine. Sur la Tunisie, la Russie a d'autant pu déclarer sa sympathie pour la cause des protestataires que les relations économiques et politiques avec le gouvernement sortant étaient fort restreintes. Dans le cas égyptien, la Russie, ne prenant fait et cause pour aucune des deux parties, n'a pas pour autant donné le sentiment d'être très concernée par le départ d'Hosni Moubarak sous la pression de la rue, manifestant rapidement une volonté de travailler avec le nouveau gouvernement. Il faut dire que les efforts déployés par Moscou au cours des années précédentes pour développer ses intérêts dans ce pays n'avaient guère porté de fruits – qu'il s'agisse de contrats d'armement ou de liens politiques (12). Avec la Libye et le Yémen, les perspectives de coopération étaient plus tangibles, compte tenu de l'historique de leurs relations avec Moscou, mais elles demeuraient fortement aléatoires. Dans tous les cas, le « profil bas » de la Russie face au bouleversement politique revenait à se ménager des options de dialogue et de coopération avec les nouvelles équipes en place si changement au pouvoir il devait y avoir.

Cette approche, qui contribue à une image d'ambiguïté de la diplomatie russe, est sans doute le direct fruit d'une caractéristique – pour des analystes russes, une faiblesse – de la politique moyen-orientale de Moscou, à savoir sa concentration sur les liens avec les dirigeants et son manque d'intérêt corollaire

(10) Relativement, compte tenu de la faible solvabilité de la Syrie et de sa part en définitive limitée dans les exportations totales d'armement de la Russie. Sur 2007-2010, la Russie aurait conclu avec Damas des contrats pour une valeur de 4,7 milliards de dollars (rapport du RISI, *op. cit.*).

(11) Il s'agissait aussi, sans doute, de compenser l'effet négatif possible de la décision de Moscou de ne pas réaliser le contrat sur la livraison de systèmes anti-aériens S-300 à Téhéran, considéré à tort ou à raison comme un marché perdu, de ce fait, par les experts russes.

(12) De là à penser que « la Russie a pu voir dans le départ de Moubarak une chance d'obtenir de nouvelles positions dans la région », ce qui servirait « la politique de Poutine au Moyen-Orient, destinée à y renforcer l'influence russe », il n'y a qu'un pas, que certains analystes n'hésitent pas à franchir (*cf. M. ERENLER, op. cit., p. 175*).

pour le développement de contacts avec d'autres forces politiques et d'autres acteurs pourtant susceptibles d'avoir une influence dans le jeu politique et social. La conséquence de tout cela étant que, dans l'après-Printemps arabes, « [l]es nouvelles élites ne misent pas sur la Russie comme partenaire de politique étrangère prioritaire, ni comme un sponsor économique » (13).

Les deux « Printemps » sur lesquels la Russie est sortie de sa réserve et de son ambivalence concernaient ainsi deux pays – la Libye et la Syrie – sur lesquels elle avait misé tout particulièrement pour appuyer son retour au Proche- et Moyen-Orient et dans lesquels elle était parvenue à pousser des intérêts économiques. Sur ces deux dossiers, la Russie a tenté son jeu traditionnel consistant à se poser en puissance de médiation, espérant en retirer un surcroît d'autorité internationale et la possibilité de promouvoir ses intérêts même dans l'hypothèse d'un départ de Kadhafi et de Bachar al Assad – des officiels russes ont d'ailleurs laissé entendre, à différentes reprises, que Moscou n'excluait pas que les deux leaders aient à quitter le pouvoir (*cf. infra*) (14). Cependant, les choix de la Russie sur les crises libyenne et syrienne se sont avérés surtout des illustrations par l'exemple des principes fondamentaux de sa politique extérieure.

PRÉSERVATION DES RÉGIMES  
ET NON-INGÉRENCE DANS LES AFFAIRES DES ÉTATS SOUVERAINS :  
UNE POSITION DE PRINCIPE

Si la réaction de la Russie aux révolutions dans le monde arabo-musulman a été déterminée par sa crainte que les changements politiques y introduisent du brouillard et de l'incertitude dans une situation dans laquelle elle peine déjà à promouvoir son image et ses intérêts, bien d'autres éléments sont entrés en ligne de compte, en particulier à partir de la crise libyenne, qui finira par opposer une nouvelle fois les visions occidentales – du moins de certains pays occidentaux – et russes de l'ordre international.

Lorsque des officiels russes laissent entendre, en 2011, leur crainte de voir Hosni Moubarak céder trop tôt car ils pensent que ça pourrait entraîner la reproduction du scénario dans d'autres pays de la région moyen-orientale (15),

(13) Conseil russe pour les affaires internationales (Rossiiskii sovet po mejdounarodnym delam ou RSMD), « Rossiia i 'novye elity' stran 'arabskoï vesny' : vozmožnosti i perspektivy vzaimodejstvija » [La Russie et les 'nouvelles élites' des pays du 'Printemps arabe' : possibilités et perspectives de coopération], *Rabotčaja tetrad*, n°5, 2013, pp. 33 et 41.

(14) Au sommet du G8 à Deauville, le président Medvedev suggéra que Kadhafi renoncât et proposa une médiation russe, dépêchant Mikhaïl Marguelov, président de la Commission des affaires étrangères du Conseil de la Fédération, pour des consultations avec le gouvernement libyen et les rebelles (*cf.* Mark N. Katz, « Russia and the Arab Spring », Middle East Institute, 3 avr. 2012, disponible sur le site Internet [www.mei.edu](http://www.mei.edu)). La position de la Russie proposant ses services de médiation cadre assez bien avec l'effort qu'elle fournit – pour l'instant sans grand succès – depuis plusieurs années pour valoriser sa « position spéciale comme entité civilisationnelle distincte combinant l'Occident et l'Orient » et le fait que sa population compte au moins 20 millions de Musulmans, le tout visant à « présenter le pays comme un pont entre l'Occident et le monde musulman » (*cf.* A. MALASHENKO, *op. cit.*, p. 7). On a pu observer cette posture, au-delà des « Printemps arabes », avant la guerre en Iraq de 2003 ou encore sur le dossier nucléaire iranien.

(15) Marcin KACZMARSKI, « Russia's Middle East policy after the Arab revolutions », *OSW Commentary*, 26 juil. 2011.



ils ont aussi en tête le possible effet de contagion à des régions dont la Russie estime qu'elles constituent un prolongement de son espace de sécurité, le Caucase et l'Asie centrale. Dans cette perspective, les Printemps arabes, qui ont débuté par des manifestations spontanées amplifiées par les réseaux sociaux et les technologies de l'information et de la communication, ont été analysés à Moscou comme une possible inspiration pour les forces qui, dans les Etats voisins, ont une inclination à la protestation et à la défiance à l'encontre des autorités en place – avec le potentiel d'instabilité et de bouleversement géopolitique que cela peut entraîner et, à la clef, des problèmes de sécurité et des enjeux d'influence pour le Kremlin.

Dmitri Medvedev, alors qu'il était encore Président, évoquera ainsi la situation en Tunisie, en jugeant que n'importe quel dirigeant pouvait en tirer des leçons quant au besoin de répondre aux attentes de la société et des peuples. Ce discours sera par la suite doublé d'appels à ses homologues centre-asiatiques à prendre en considération les événements dans le monde arabo-musulman et à procéder à des ajustements internes pour éviter de connaître un sort similaire – et, en sous-texte, pour ne pas confronter la Russie à un voisinage plus incertain, donc plus incommode. Cette inquiétude demeure cependant modérée – les Russes jugeant peu probable, en dépit des ressemblances entre les situations des Etats autoritaires du monde arabe et d'Asie centrale, une répétition automatique des scénarios. Cependant, l'hypothèse est prise au sérieux, d'autant que se profilent à un horizon temporel proche des transitions politiques au Kazakhstan et en Ouzbékistan. Cette vision de Moscou se manifeste d'ailleurs aussi dans la concentration, au cours des dernières années, de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) sur la thématique de la « sécurité de l'information » – avec une préoccupation commune à leurs membres quant au possible impact déstabilisant, pour les Etats, des réseaux sociaux et des technologies de la communication (16).

Par la suite, l'analyse de Moscou des « Printemps arabes » sera également influencée par sa propre situation, qui verra un temps un pouvoir moins sûr de lui après les manifestations qui ont suivi les élections de 2011 et 2012. Après les législatives de décembre 2011, Vladimir Poutine et son équipe ont certainement appréhendé avec une inquiétude plus grande les signes de défiance d'une partie de la population à l'égard du « parti du pouvoir », même si par ailleurs experts russes et occidentaux relativisent les correspondances entre les situations des

(16) Igor Setchine, vice-Premier ministre et, accessoirement, président du Conseil d'administration de Rosneft, a jugé que Google était à l'origine de la révolution en Egypte (*cf.* « Russia blames Google for stirring Egypt unrest : report », Reuters, 22 fév. 2011).



pays des « Printemps arabes » et celle de la Russie (17). Les printemps arabes ont de toute façon touché une corde sensible au Kremlin. Andreï Gratchev, ancien porte-parole de Mikhaïl Gorbatchev, explique ainsi que « [c]e vent de changement apparaissait comme la suite de ce que le Kremlin redoutait le plus en Russie même, une nouvelle édition de la Révolution orange en Ukraine et de la Révolution des roses en Géorgie, des révolutions bien colorées par l'Occident, qui voulait rétrécir les zones d'influence de la Russie » (18). Toujours profondément marqués par cette lecture des « révolutions de couleur », des officiels russes et, avec eux, de nombreux commentateurs dans la presse nationale ont tendu à distinguer une main de l'Occident derrière les mouvements dans le monde arabo-musulman. Ainsi, même dans les cas où la Russie a conservé un profil prudent et discret, certains de ses hauts représentants ont livré une analyse évoquant le rôle de protagonistes extérieurs – dont des acteurs occidentaux, la Russie se préoccupant aussi de l'implication d'Etats du Moyen-Orient et de groupes islamistes radicaux (*cf. infra*).

Le général Makarov, alors qu'il était encore chef d'état-major général, déclara en novembre 2011, après « l'épisode Kadhafi », que « certains » veulent continuer à utiliser la technique des révolutions de couleur pour promouvoir leurs intérêts stratégiques en se débarrassant de dirigeants dont ils n'apprécient pas les orientations. Citant les cas de la Libye, de l'Égypte, du Yémen et de la Tunisie, il a ajouté que cette approche était susceptible d'être appliquée à la Russie ou à ses alliés. Dans le cas libyen, le recours à la force militaire par l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) a contribué à une dramatisation des enjeux aux yeux du Kremlin, dont la grille de lecture intégrait le souvenir de la guerre d'Iraq engagée en 2003 par la coalition américano-britannique. L'intervention de l'Alliance atlantique en Libye, qui a, selon Moscou, outrepassé le mandat posé par la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies, pour laquelle la Russie s'était abstenue (19), constituera par la suite une motivation majeure de l'obstruction de la Russie à toute résolution du Conseil sur la Syrie.

(17) Cf. Aigerim ZIKIBAYEVA (dir.), « What does the Arab Spring mean for Russia, Central Asia, and the Caucasus ? », compte rendu d'une conférence organisée par le CSIS le 28 juin 2011, sept. 2011. Les intervenants ont également relativisé les risques d'une répétition d'événements similaires en Asie centrale, voire la réalité de l'inquiétude des dirigeants centre-asiatiques à cet égard, notant que les révolutions ont surtout permis au Kazakhstan et à l'Ouzbékistan de consolider encore le pouvoir autour de leurs présidents respectifs en mettant en avant les troubles en cours ailleurs pour mieux légitimer les « effets stabilisants » que procurent les politiques qu'ils mènent.

(18) Jean-Christophe PLOQUIN, « Avec la Syrie, la Russie a repris pied au Moyen-Orient », compte rendu d'une conférence d'A. Gratchev à l'Institut de recherches et d'études Méditerranée Moyen-Orient (IREMMO), 16 janv. 2014, disponible sur le site Internet [paris-international.blogs.la-croix.com/](http://paris-international.blogs.la-croix.com/).

(19) En s'abstenant, la partie russe, certes guidée en partie par la politique de « reset » menée par B. Obama à son endroit, escomptait aussi pouvoir s'appuyer sur la résolution pour contraindre la nature des opérations menées par l'Alliance. Pour mémoire, on rappellera que Vladimir Poutine était en désaccord avec la décision du président Medvedev de s'abstenir, évoquant pour sa part une « croisade » le 21 mars 2011... Pour certains, cet épisode – dont on ne sait s'il s'agissait en réalité d'une mise en scène de conflit interne pour satisfaire à la fois le public national et les partenaires occidentaux – « a sans doute coûté sa carrière à Medvedev » (*cf. J.-C. PLOQUIN, op. cit.*). Certains experts russes « se consolent » en évoquant le débat occidental sur les faiblesses de l'Alliance, notamment en termes de *leadership*, qu'a manifestées l'intervention Unified Freedom (Rapport du RISI, *op. cit.*).

Le Kremlin, qui juge irrecevable la position de plusieurs capitales occidentales selon laquelle toute solution à la crise syrienne passe par le départ de Bachar al Assad, a pu craindre un temps l'éventualité d'une option militaire occidentale en Syrie – avant de constater le manque d'appétit à Washington ou en Europe pour cette possibilité. La Russie n'a pourtant jamais exclu la possibilité d'une défaite de Bachar al Assad. Alors Président, Dmitri Medvedev avait indiqué que, faute de réforme, le Président syrien peinerait à se maintenir au pouvoir. Et, selon la rumeur, Moscou, qui se dit prête à élargir ses contacts avec l'opposition (20), aurait envisagé des solutions alternatives pour rester présente en Méditerranée si elle devait perdre l'accès à Tartous. Vu du Kremlin, il est cette fois impératif que ce départ éventuel se fasse hors des pressions internationales et que le Conseil de sécurité ne soit pas amené – comme dans le cas libyen, selon la vision russe – à entériner *de facto* un changement de régime, *a fortiori* par la force militaire. Aujourd'hui, alors que la Russie estime avoir atteint, par son initiative diplomatique de septembre 2013 sur l'arsenal chimique syrien, son objectif principal, à savoir s'assurer qu'il n'y aura pas d'intervention militaire occidentale risquant de déboucher sur l'éviction d'Assad, le maintien de ce dernier ne serait pas, pour Vladimir Poutine, « un objectif absolu » (21).

Tout cela est cohérent avec une des thématiques centrales de l'action diplomatique russe, que résume en ces termes celui que Dmitri Medvedev avait choisi pour être son émissaire en Libye, Mikhaïl Marguelov : « *La Russie projette sur ses relations avec l'Afrique du Nord et le Proche-Orient les principes officiels de sa politique extérieure. Il s'agit notamment de la consolidation de la paix et de la sécurité, de la démocratisation du système international, de l'action collective dans la résolution des problèmes mondiaux, de la primauté du droit international et du rôle central des Nations Unies* » (22). Le Concept de politique étrangère renouvelé en février 2013 est très explicite à ce sujet – il ne fait, d'ailleurs, qu'insister sur une dimension constante du discours russe depuis l'opération de l'OTAN pour le Kosovo – : « *Les tentatives de régler les crises par le recours, en dehors du cadre du Conseil de sécurité de l'ONU, à des pressions unilatérales sous forme de sanctions et à d'autres mesures coercitives, y compris l'agression armée, représentent un danger pour la paix et la stabilité internationales. Dans certains cas, les principes fondamentaux du droit international de non-recours à la force, prérogative du Conseil de sécurité de l'ONU, sont ouvertement ignorés, on admet une lecture arbitraire de ses résolutions, on réalise des concepts visant à renverser le pouvoir légitime dans les Etats souverains en utilisant des slogans évoquant la défense de la population civile. L'emploi de mesures coercitives et de la force armée en contournement de la Charte de l'ONU et du Conseil de sécurité*

(20) « Syrie : Moscou prêt à élargir ses contacts avec l'opposition », RIA Novosti, 22 janv. 2014.

(21) La Russie se sentirait en ce cas en mesure d'« *aider à trouver une formule pour qu'il ne se présente pas aux prochaines élections ou pour qu'il parte honorablement* » (cf. J.-P. PLOQUIN, *op. cit.*).

(22) « Printemps arabes : la Russie lutte pour le droit international (sénateur) », RIA Novosti, 11 déc. 2013. Et d'ajouter que l'OTAN n'a pas le droit de renverser les régimes politiques. Ces propos ont été tenus à l'occasion d'une conférence organisée par le Royal Institute of International Affairs, à Londres.

*de l'ONU ne peuvent abolir les contradictions socio-économiques, interethniques et autres qui sont à l'origine des conflits. Cela ne fait qu'élargir l'espace conflictuel, provoque tension et course aux armements, approfondit les divergences interétatiques, attise le ressentiment national et religieux »* (23). Un chercheur russe note par ailleurs un contre-exemple, en soulignant que les modalités du changement de régime au Yémen – où, il est vrai, les enjeux étaient moindres pour Moscou – n'ont pas suscité de réaction particulière de la Russie, précisément, selon lui, parce qu'ils ne marquaient « aucune ressemblance avec aucune des révolutions de couleur » et qu'ils n'avaient, entre autres, pas donné lieu à des interventions extérieures (24).

Dans ce cadre, à travers sa fermeté sur la Syrie, la Russie chercherait aussi, selon certains experts, à se crédibiliser comme protecteur des régimes centre-asiatiques sur lesquels Vladimir Poutine souhaite affirmer l'influence russe et qui se sentent potentiellement menacés par les penchants interventionnistes présumés des Occidentaux (25). D'autres relativisent ce point de vue, tout en soulignant qu'il existe bien une vision commune de la Russie et de plusieurs Etats post-soviétiques sur l'interventionnisme occidental : « *les dynamiques révolutionnaires au Moyen-Orient ont eu une résonance remarquablement faible en Eurasie post-soviétique, même dans l'Asie centrale musulmane. La posture de Poutine en champion contre-révolutionnaire n'a donc pas tellement impressionné les dictateurs expérimentés de la région. Cependant, ils sont généralement en accord sur le besoin de contrer la propension occidentale à fomenter des révolutions et à lancer des interventions en soutien de rebelles en détresse* » et cela leur convient de laisser la Russie gérer ces tendances (26).

En tout état de cause, il est plus que probable que la préoccupation de la Russie quant à la possibilité d'un effondrement de l'Etat syrien, facteur important de son soutien à Bachar al Assad, soit attisée par sa propre expérience du risque de morcellement de l'Etat russe dans le Caucase du Nord (27) et par sa perception des échos que peuvent avoir les bouleversements dans le monde arabo-musulman sur sa propre sécurité.

#### UN NOUVEAU FOYER D'INSTABILITÉ : PERCEPTION DES RISQUES POUR LA SÉCURITÉ DE LA RUSSIE

La perspective russe sur les Printemps arabes est également marquée par l'idée que, potentiellement, ils sont susceptibles d'influer négativement sur la lutte contre le terrorisme international. De ce point de vue également, la Libye et la Syrie apparaissent au premier plan des préoccupations du Kremlin. L'éva-

(23) Concept de politique étrangère, 18 fév. 2013, disponible en plusieurs langues sur le site Internet du ministère russe des Affaires étrangères, [www.mid.ru](http://www.mid.ru).

(24) A. Malashenko, *op. cit.*, p. 10.

(25) Roy ALLISON, « Russia and Syria : explaining alignment with a regime in crisis », *International Affairs*, vol. LXXXIX, n°4, 2013, p. 804.

(26) Pavel K. BAEV, « Not everything is wrong with Russia's Syria strategy », *PONARS Eurasia Policy Memoes*, n°248, avr. 2013, p. 3.

(27) *Ibid.*, p. 1.

luation du chercheur britannique Roy Allison selon laquelle « *l'élite de sécurité russe semble peiner à dissocier le conflit [en Syrie...] de l'expérience propre qu'a la Russie de l'insurrection sunnite* » (28) est certainement très juste. Les experts du club Valdaï ne sont pas seuls à penser que les événements du Proche-Orient ont une portée du point de vue de la politique intérieure de la Russie, laquelle, selon eux, est en train de devenir un terrain sur lequel s'établissent des interactions délicates entre forces séculières et religieuses (29). Dans le même temps, la Russie, soucieuse non seulement de renforcer son influence dans la région mais aussi de ménager son rapport à ses propres populations musulmanes, forcément sensibles à la situation en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, cherche à élaborer un discours sur la nouvelle situation qui lui permette de tenir l'équilibre – entre vigilance sur la montée d'un Islam militant et prise en considération pragmatique d'une nouvelle donne internationale ayant des implications sur son tissu politique et social interne.

Cet effort est sans doute partiellement à l'origine de l'introduction de nuances dans le discours – sinon dans l'approche – sur le rôle présumé des Occidentaux dans les Printemps arabes, dans la lignée des « révolutions de couleur » (30). La conceptualisation russe des enseignements des Printemps arabes s'est progressivement concentrée beaucoup plus sur l'analyse selon laquelle ces événements ont avant tout manifesté le souci des Arabes de renouer avec leurs « racines civilisationnelles » – avec le souci de présenter les choses sous un jour plus neutre et de donner l'impression de les aborder pour ce qu'elles sont, indépendamment du paramètre des tensions Russie-Occident (31). Le Concept de politique étrangère russe évoque *a priori* cet exercice : « *La tendance à un renforcement de l'importance du facteur identité civilisationnelle devient l'envers des processus de globalisation. L'aspiration à revenir à ses racines civilisationnelles s'observe clairement dans les événements au Proche-Orient et en Afrique du Nord, où le renouvellement politique, économique et social de la société se déroule souvent sous le mot d'ordre de l'affirmation des valeurs islamiques. Des processus de cette nature s'observent aussi dans d'autres régions, ce qui met au rang des premières priorités de la politique mondiale l'objectif de prévenir des fractures entre civilisations, d'accroître les efforts visant à la formation d'un partenariat entre les cultures, les religions et les civilisations, permettant d'assurer le développement harmonieux de l'humanité* ».

(28) R. ALLISON, *op. cit.*, p. 813.

(29) « Eksperty : 'arabskaïa vesna' priobrela v RF vnoutripolititcheskoe znatchenie » [Experts : le 'Printemps arabe' a acquis en Fédération de Russie une signification de politique intérieure], RIA Novosti, 21 août 2013.

(30) Cette évolution peut aussi s'expliquer par l'essoufflement qu'a progressivement rencontré la contestation post-élections en Russie et le sentiment qu'a le pouvoir d'avoir su remettre la situation sur des rails plus acceptables. Il est cependant probable que le Printemps arabe ait ajouté à la vigueur des mesures prises par le pouvoir russe à cette fin, notamment celles portant sur les ONG recevant des financements étrangers.

(31) Les experts du Conseil russe pour les affaires internationales soulignent d'ailleurs que l'une des causes du déficit d'image de la Russie au Moyen-Orient réside dans l'impression que donne sa politique moyen-orientale d'être une simple variable dans le rapport de force entre Moscou et les pays occidentaux (RSMD, *op. cit.*). Sur l'image négative de la Russie au Proche et Moyen-Orient, cf. Artur LUKMANOV, « Russian Muslims and the 'Arab Spring' », *International Affairs* (Moscou), n°2, 2013, pp. 102 et suiv.

Initialement, l'approche de Moscou sur les Printemps arabes était qu'il était peu probable que les révolutions donnent lieu à de véritables évolutions démocratiques et que, se déroulant dans des sociétés archaïques, elles bénéficieraient inévitablement à des forces politiques organisées, en premier lieu islamiques. Aujourd'hui le discours russe s'est lissé. La Russie fait preuve de pragmatisme, comme l'a illustré sa volonté d'établir des liens avec les nouveaux gouvernements islamiques ou à composante islamique issus des révolutions (Tunisie, Egypte, Libye). Par exemple, alors que les Frères musulmans figurent sur la liste russe des organisations terroristes depuis 2003 du fait de leur rôle supposé dans la guerre de Tchétchénie, Moscou n'en a pas moins établi des relations avec le gouvernement de M. Morsi. Le club Valdai recommande lui aussi le pragmatisme : il faut travailler à l'image de la Russie afin de pouvoir établir des relations avec les nouveaux gouvernements et faire en sorte que la politique russe soit exempte d'éléments susceptibles de donner le sentiment qu'elle peut contredire les intérêts des nouveaux régimes orientés sur l'Islam (32). Une distinction entre islamiques modérés et radicaux est de plus en plus fréquemment mise en avant – le Conseil russe pour les affaires étrangères estime dommageable que les médias russes véhiculent l'idée qui veut que l'Islam radical ait été le grand gagnant des Printemps arabes (33). Des analystes russes supposent même que des approches communes, portant sur le rejet des politiques occidentales, pourraient contribuer à l'établissement de relations positives. Le Concept de politique étrangère souligne d'ailleurs, après avoir évoqué le retour des pays du Proche- et Moyen-Orient à leurs « racines civilisationnelles », que, « [d]ans ces conditions, les tentatives d'imposer à d'autres sa propre échelle de valeurs sont porteuses d'un renforcement de la xénophobie, de l'intolérance et de la conflictualité dans les relations internationales et, en fin de compte, d'un glissement vers le chaos et l'impossibilité d'organiser » ces relations, un point qui vise explicitement les pays occidentaux. Plus largement, la Russie appelle aujourd'hui l'ensemble de ses partenaires internationaux à une réflexion globale sur les implications de l'affirmation sur la scène internationale d'un Islam politique.

Cette ligne, qui intègre d'ailleurs la préoccupation de Moscou pour l'avenir des communautés chrétiennes d'Orient, vise à la fois l'interne et l'international. Les Russes constatent que, compte tenu de la proximité géographique de la région avec le voisinage immédiat de la Russie, les événements dans le monde arabo-musulman ont créé « un contexte plus favorable à l'activité des partisans de l'Islam politique en Russie même, qui peuvent aujourd'hui compter sur une vaste assistance et un soutien de leurs partenaires étrangers, y compris d'acteurs non étatiques de différentes natures : fondations, organisations, etc. » (34). Ils

(32) « Eksperty : 'arabskaïa vesna' priobrela... » [Experts : le 'Printemps arabe' a acquis...], *op. cit.*

(33) *Op. cit.*, p. 38. On notera ici le pessimisme de certains analystes russes qui, constatant la difficulté d'améliorer les situations économiques et sociales dans les pays touchés par la révolution, supposent que, les « Printemps » n'ayant pas entraîné de profondes réformes socio-économiques, une seconde vague révolutionnaire est possible et pourrait susciter l'arrivée au pouvoir de radicaux (Rapport du RISI, *op. cit.*).

(34) « Eksperty : 'arabskaïa vesna' priobrela/... » [Experts : le 'Printemps arabe' a acquis...], *op. cit.*

observent également le développement de revendications et mouvements d'opposition au sein de la communauté musulmane nationale, composée en majorité de sunnites. En conséquence, les autorités cherchent à ne pas perdre le fil des événements et le contact avec cette partie de la population de la Fédération de Russie. Dans les relations avec les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, la Russie espère non seulement accroître sa présence régionale mais aussi renforcer sa capacité à contrôler leurs éventuelles velléités de projeter leur influence en « terres musulmanes » russes. Il conviendra de voir, par la suite, si et comment le gouvernement russe parviendra à articuler cette approche avec de véritables contenus – le contexte social et politique russe présentant, de ce point de vue, de nombreuses contraintes.

Pour autant, le discours russe sur les effets négatifs du changement de régime en Egypte, en Libye ou en Syrie, qui estime en substance que l'autoritarisme est préférable au chaos, garde de son actualité sur le fond dans les perceptions de Moscou. Ce discours, passé au second plan, était en effet sous-tendu par la crainte que ces événements fassent sauter les verrous qui, jusqu'alors, avaient permis de canaliser la montée en puissance de forces islamistes radicales dans la région. Vladimir Poutine, alors qu'il était encore Premier ministre, avait attribué les événements en Libye à la branche nord-africaine d'Al Qaïda (35). De même, la Russie a très tôt dénoncé la présence, au sein de « l'opposition » syrienne, d'éléments radicaux (36), estimant que le départ de Bachar al Assad risquait de déboucher sur l'installation au pouvoir d'un régime sunnite radical. Ces appréhensions sont d'autant plus tangibles que Moscou observe que parmi les États les plus prompts à rechercher la mise à bas du régime Assad figurent l'Arabie saoudite et le Qatar (37). Pour certains experts internationaux, l'obsession de la canalisation des forces extrémistes est même « le » facteur-clef de la position syrienne de la Russie, laquelle, selon eux, soutiendra Bachar al Assad « jusqu'à ce qu'un homme fort quelconque soit trouvé qui puisse rétablir un semblant d'ordre dans le chaos syrien » (38). Moscou est d'autant plus sensible à cet enjeu qu'elle estime, d'une part, que sa vision est étayée par le bilan des interventions militaires récentes en Afghanistan, Iraq et Libye, qui ont favorisé les activités de groupes radicaux et, d'autre part, que certains États de son voisinage et elle-même sont soumis à un risque de déstabilisation – les effets des Printemps arabes étant susceptibles, en suscitant l'apparition de nouveaux foyers du terrorisme international, d'avoir un effet d'entraînement ou de contagion dans ces zones.

Dès les premiers Printemps, les responsables russes avaient exprimé leurs appréhensions à cet égard, indiquant que, même dans les conditions antérieures de relative stabilité en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, des infiltrations de

(35) Cité in M. KACZMARSKI, *op. cit.*

(36) Cf. l'article d'Yves BOYER, dans ce même volume.

(37) M. N. KATZ, *op. cit.* Cet auteur souligne que « Moscou estime que l'Arabie saoudite cherche à faire usage des Printemps arabes pour ses propres intérêts géopolitiques en soutenant les salafistes en Egypte et en Libye, en se débarrassant des chiïtes à Bahreïn, et en remplaçant le régime alaouïte pro-iranien minoritaire en Syrie par un régime sunnite pro-saoudien ». Cette préoccupation se nourrit, en arrière-plan, du développement de la présence des monarchies du Golfe dans les républiques d'Asie centrale (Rapport du RISI, *op. cit.*).

(38) Fiona HILL, « The real reason Putin supports Assad », *Foreign Affairs*, 25 mars 2013.



militants étaient régulièrement enregistrées en Asie centrale et dans le Caucase à partir du Moyen-Orient ; et d'estimer que ce phénomène s'accroîtrait inévitablement en cas d'effondrement des structures étatiques des pays de la région. Cette analyse, si elle fait l'objet d'une certaine instrumentalisation par Moscou (39), n'en traduit pas moins une inquiétude réelle de la part des autorités russes. Ce sont ces enjeux que le président Medvedev évoquait, dès février 2011 à Vladikavkaz, sans désigner de cas particulier : « *Ces Etats sont difficiles, et il est très probable que des temps pénibles soient à venir, y compris l'arrivée de fanatiques au pouvoir. Cela signifiera des incendies pour des décennies et l'expansion de l'extrémisme. Ils ont déjà, dans le passé, préparé un tel scénario pour nous, et ils essaieront d'autant plus de le réaliser maintenant* », avant d'indiquer, en substance, qu'il ne laisserait pas de tels scénarios se répéter en Russie (40). Ces termes font référence, plus que probablement, à la montée en puissance dans le Caucase du Nord de groupes islamistes connectés, pour certains d'entre eux et dans une mesure qui reste à ce jour difficile à quantifier, à des soutiens extérieurs. Sur la Syrie en particulier, la Russie redoute un débordement, car la crise, estime-t-elle, nourrit les rangs des militants islamistes internationaux susceptibles de se tourner vers le Caucase. Cette lecture est renforcée par les prises de position d'activistes religieux nord-caucasiens en faveur de la « rébellion » syrienne (41), ainsi que la présence de certains d'entre eux parmi les combattants en Syrie.

Il convient de rappeler ici que la tentative de Moscou de faire son retour au Moyen-Orient relevait entre autres de sa politique à l'égard de « son » monde musulman, visant à faire en sorte d'« empêcher la situation des Musulmans de la Fédération de Russie de devenir une question pan-islamique », notamment en travaillant à limiter les soutiens extérieurs sunnites aux guérillas tchéchènes (42). Le soutien à Bachar al Assad s'explique aussi en partie par le souci de la Fédération de Russie de préserver un certain équilibre interreligieux régional en freinant l'affaiblissement de l'influence chiite dans l'ensemble du Moyen-Orient, ce que favoriserait, à son sens, l'effondrement de l'Etat syrien. Cet élément compte d'ailleurs au nombre des facteurs qui sous-tendent la « compréhension mutuelle » entre Moscou et Téhéran, au-delà des tensions qui ont pu crispier leurs relations au cours des dernières années. La motivation de Moscou à soutenir le régime syrien a été renforcée par la conviction que l'insistance des pays occidentaux pour une solution politique excluant le maintien au pouvoir de Bachar al Assad en Syrie cachait – mal – la volonté de priver l'Iran d'un de ses principaux alliés afin d'accroître son isolement international – au risque, vu du Kremlin, de renforcer mécaniquement le camp sunnite à l'échelle de tout le Moyen-Orient. De ce point de vue, la politique de la Turquie sur les Printemps

(39) Ainsi, cette ligne s'est beaucoup exprimée alors que le Kremlin cherchait à s'opposer à une intervention militaire occidentale contre la Libye. Vladimir Poutine, en particulier, encore Premier ministre, déclara qu'une ingérence extérieure pourrait conduire à une montée en puissance des islamistes, susceptible d'affecter d'autres régions, dont le Caucase du Nord russe (M. N. KATZ, *op. cit.*).

(40) « Medvedev sees 'fires for decades' in Arab world », AFP, 22 fév. 2011.

(41) Pour des illustrations, cf. ; la monographie d'A. MALASHENKO, *op. cit.*, pp. 17-18.

(42) M. KACZMARSKI, *op. cit.*



arabes, en particulier sur la Syrie, suscite évidemment l'inquiétude, sans parler du positionnement de l'Arabie saoudite et du Qatar.

\* \*  
\*

Initialement, la Fédération de Russie s'est montrée assez passive, bien qu'inquiète, quant aux possibles répercussions des Printemps arabes. Cela correspondait à la réalité de ses positions dans le monde arabo-musulman, assez ténues politiquement, *a fortiori* depuis la perte de l'allié iraquien, et éclatées économiquement. L'impression prévalait, y compris à Moscou, que les révolutions arabes allaient amenuiser plus avant la capacité d'influence russe dans la région. Si la Libye puis la Syrie ont amené le Kremlin à se positionner avec plus de vigueur, c'était autant, sinon plus, pour affirmer certaines dimensions centrales de sa politique extérieure, sur des enjeux généraux que pour renforcer son poids au Moyen-Orient, même si cet aspect n'était pas absent de ses motivations. Encore échaudée par le précédent iraquien, déçue par les choix de l'OTAN en Libye, la Russie, voyant se profiler un scénario du même ordre en Syrie, a voulu défendre le principe de non-ingérence dans les affaires des Etats souverains, tout en exprimant une réalité que bien des capitales européennes ne veulent pas constater : sa diplomatie sera à l'avenir de moins en moins perméable aux « préférences » et aux pressions des partenaires occidentaux.

En effet, au travers de son jeu en Syrie, en particulier la séquence qui a suivi l'emploi d'armes chimiques à l'été 2013, elle n'a pas ménagé ses efforts pour mettre en lumière le caractère velléitaire de l'attitude des pays occidentaux, prompts à dénoncer Damas, à appeler au départ de Bachar al Assad mais peu décidés à intervenir militairement, malgré des effets d'affichage ambigus. Cette approche, qui repose aussi sur le constat d'un relatif retrait américain dans les affaires internationales et de la faiblesse politique, voire de la marginalisation, de l'Union européenne, contraste avec les efforts fournis par ailleurs par Moscou pour limiter le coût diplomatique de sa politique syrienne dans ses relations avec la Turquie – passablement malmenées par la crise en Syrie – et, surtout, Israël – deux Etats dont Moscou, discrètement mais sûrement, s'est progressivement rapprochée au nom d'intérêts communs tangibles sur des dossiers d'importance stratégique à leurs yeux. La suspension de la réalisation de certains contrats passés avec la Syrie avant la crise (notamment sur les systèmes anti-aériens S-300) est sans doute à inscrire au moins partiellement dans cette perspective.

Les récents développements de la crise syrienne renforcent indéniablement – mais sera-ce durable ? – le poids de la Russie sur la scène globale, répondant ainsi aux ambitions de Vladimir Poutine. Sans doute avec quelque réticence, l'administration américaine a dû accepter, comme elle avait dû le faire sur le dossier nucléaire iranien, qu'il est difficile d'écarter la Russie de la gestion de certains grands problèmes internationaux. Dans les prochains temps, certains pays européens, avec la même réticence, verront sans doute l'utilité d'activer les liens avec Moscou pour discuter du problème commun que représente le retour prévisible

dans leurs pays d'origine de militants islamistes actuellement actifs en Iraq ou en Syrie. Le Kremlin suppose même avoir renforcé, par sa ténacité, son image auprès de partenaires tels que la Chine, l'Inde et le Brésil (43).

Sur la scène moyen-orientale, la marge de progression reste grande. Il est possible que plusieurs pays verront davantage la Russie comme un acteur à suivre de près car susceptible, au vu de sa constance à résister aux pressions occidentales, de procurer à la région une plus grande diversité d'options diplomatiques. On peut supposer que c'est dans cette perspective, en partie que s'inscrivent les récentes ouvertures entre l'Égypte et la Russie. En janvier 2014, le leader palestinien Mahmoud Abbas se félicitait, lors de sa visite à Moscou, des succès de la Russie, « *Etat ami* », sur la scène internationale, et disait espérer « *que la Russie tienne un rôle central au Proche-Orient* » (44). La relation Téhéran-Moscou sort sans doute également renforcée de « l'épisode syrien ». Un analyste israélien avance même qu'une motivation essentielle de la Russie dans sa politique syrienne est de mettre en avant les défaillances des pays occidentaux pour renforcer le camp de ses alliés ou amis dans la région, en espérant pouvoir à cet égard s'appuyer sur les nouvelles équipes dirigeantes issues des révolutions (45). Le Conseil russe pour les affaires internationales estime, lui, que ces dernières pourraient se montrer moins stoïques face, en substance, à la dimension directive et intrusive des pays occidentaux, ce qui « *donne une certaine chance à la Russie* », pour peu que cette dernière s'efforce de définir une véritable stratégie travaillant sur son image dans la région (46).

Sur la scène intérieure, les gains de la Russie n'apparaissent pas évidents alors que son positionnement sur la Syrie découlait en partie de son souci de prévenir l'irruption d'un nouveau foyer international de l'islamisme et du terrorisme. Le pouvait-elle ? N'a-t-elle pas aggravé la situation en contribuant à faire durer la crise par son soutien à Assad ? D'une certaine façon, le mal est déjà fait, les Printemps arabes en général – la crise syrienne en particulier – ayant contribué à agiter certaines forces, radicales et moins radicales, dans le Caucase du Nord et même au-delà de ce point névralgique du territoire russe. Son positionnement à venir au Moyen-Orient prendra en compte cet élément – et en sera d'autant compliqué. Sa politique syrienne n'aura pas réchauffé ses relations avec Riyad, capable d'influencer loin de ses frontières les communautés sunnites radicalisées. Et la Russie risque d'être plus ou moins sporadiquement élaboussée, dans les prochaines années, par la rivalité croissante entre monde chiite et monde sunnite, potentiellement porteuse d'éléments supplémentaires de radicalisation. Ainsi, si les Etats-Unis marquent une volonté de s'investir moins dans les affaires moyen-orientales, il semble que la Russie, elle, estime ne pas avoir d'autre choix que celui d'une implication croissante.

(43) P. BAEV, *op. cit.*

(44) « Abbas complimente Poutine pour des succès internationaux de la Russie », RIA Novosti, 23 janv. 2014.

(45) Zvi MAGEN, « The Arab Spring and Russian policy in the Middle East », *INSS Insight*, n°282, 20 sept. 2011. L'auteur a été ambassadeur en Russie à la fin des années 1990.

(46) RSMD, pp. 34, 36 et suiv.